

## TRANSCRIPT VIDEO

**TITRE : Interview de Fabrice Dubreuil, Représentant permanent adjoint de la France auprès de l'Union européenne.**

**Etes-vous satisfait de l'issue des négociations sur le Clean Energy Package au Conseil européen des ministres de l'Énergie du 18 décembre 2017, notamment au regard des priorités de la France ?**

Les négociations sur le Clean Energy Package sont très satisfaisantes du point de vue de la France pour deux séries de motifs. La première série de motifs, c'est que dans la mise en œuvre du marché européen de l'électricité, il s'agit de se doter des instruments qui permettent d'atteindre en particulier les objectifs fixés lors de la COP de Paris donc une ambition environnementale. Le cadre est posé, le travail se poursuivra mais de ce point de vue là, obtenir un accord dans ce calendrier est une bonne nouvelle. La deuxième série de motifs, c'est l'atteinte et la mise en œuvre de ce qui constitue les objectifs principaux de la réalisation de l'Union de l'énergie. D'une part, la construction d'un signal prix qui permette d'orienter la production énergétique européenne en direction des renouvelables et d'une moindre émission de gaz à effet de serre. D'autre part, une bonne prise en compte, une meilleure prise en compte du consommateur européen et aussi la sécurisation de l'approvisionnement par la mise en place d'un système européen stable et cohérent. Un bon résultat donc pour des discussions qui vont se poursuivre désormais.

**Pensez-vous que l'on puisse envisager/parvenir à une initiative régionale sur le prix du CO2 ?**

Beaucoup a été fait. L'Union européenne a trouvé un accord récemment sur le texte ETS qui organise la réduction des émissions pour la grande industrie et la production d'énergie. C'est un pas, un pas dont on verra les effets à horizon 2024 – 2025. L'urgence de faire remonter le prix de la tonne de CO2 est toujours là. Des initiatives ont été prises récemment en marge du sommet Paris + 2 du 12 décembre dernier avec la signature d'une déclaration des Etats volontaires pour progresser sur ce

chemin. Toutes les initiatives législatives ou volontaires entre les Etats membres seront assurément soutenues par la France au sein de l'Union européenne et dans la négociation mondiale pour la lutte contre les changements climatiques.

### **Quelles sont selon vous les enjeux européens majeurs en matière d'énergie et de numérique pour les années à venir ?**

Le développement du numérique dans le domaine de l'énergie est rapide et on peut s'attendre à ce qu'il s'accélère encore dans les prochaines années. C'est le cas par exemple avec le développement des compteurs intelligents. La digitalisation de l'économie permet un meilleur réglage, une meilleure prise en compte, une plus grande finesse de la gestion des économies d'énergie ou des réglages dans les bâtiments et dans la production de l'énergie aussi. Il faut donc s'attendre à d'importants développements au sein de l'Union européenne qui, par ailleurs, pourront être des facteurs de croissance avec l'augmentation de l'utilisation des données. L'Union européenne travaille actuellement à la mise en place de la libre circulation des données non personnelles. Enjeu qui pose aussi des questions de sécurité, raison pour laquelle l'Union européenne est en train de se doter d'une stratégie et de normes pour assurer la cyber-sécurité et donc la bonne gestion de ces données.